

As of May 27
Assemblée annuelle
du Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement
Abidjan, les 27 et 28 mai 2010
Déclaration du Canada

M. Ken Sunquist, gouverneur temporaire pour le Canada

Monsieur le Président,
Président Kaberuka,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs.

Introduction

J'aimerais tout d'abord remercier le gouvernement de la Côte d'Ivoire et la ville d'Abidjan de leur chaleureux accueil. Je leur sais gré de leur merveilleuse hospitalité. Ces dernières années, la Banque africaine de développement a été confrontée à d'énormes défis et je vous félicite, Président Kaberuka, ainsi que votre équipe, de tout ce que vous faites pour aider notre institution à les surmonter. L'assemblée annuelle de cette année est spéciale, car 2010 marque le 50^e anniversaire de l'indépendance de 17 pays africains, dont la Côte d'Ivoire. Cette année est également historique pour la Banque, car on assistera à l'approbation de la sixième augmentation générale du capital de celle-ci, à la douzième reconstitution du Fonds africain de développement et

à la réélection par acclamation du président Kaberuka. Cette réunion offre une occasion particulière d'aider à clarifier le rôle que jouera la Banque dans l'avenir de la région et les réformes institutionnelles nécessaires pour réaliser ses ambitions.

Je souhaite concentrer mes observations d'aujourd'hui sur trois de ces réformes qui sont prioritaires pour le Canada: premièrement, ce que j'appellerais l'approche « d'une seule Banque » (« the One Bank approach »); deuxièmement, le rôle de la Banque dans l'aide aux pays à faible revenu et aux États fragiles et touchés par des conflits; et troisièmement, les activités de développement du secteur privé.

Approche d' « une seule Banque »

La Banque connaît le continent mieux que quiconque et a le potentiel nécessaire pour devenir la « première institution de développement » de l'Afrique. Toutefois, cela dépend de la pertinence de nos programmes et de la capacité de la Banque de produire des résultats significatifs et d'apporter les ressources qui correspondent à la capacité d'absorption des pays membres régionaux. Nous croyons que des règles, des procédures et des objectifs communs aux composantes du Groupe de la Banque, c'est-à-dire au volet BAD et au volet FAD, renforceraient considérablement la cohérence et le rendement du Groupe. A titre d'exemples de changements utiles, permettez-moi de suggérer des objectifs et des secteurs prioritaires communs pour le Fonds et la Banque, un conseil d'administration commun et une approche mieux adaptée aux défis que pose l'intégration régionale pour permettre une participation inclusive des pays BAD et des pays FAD dans la programmation régionale.

Pays à faible revenu et États fragiles et touchés par des conflits

Nous savons tous que les pays à faible revenu et les États fragiles et touchés par des conflits sont confrontés à des défis de taille. La crise économique mondiale n'a fait qu'aggraver la situation, même si son incidence sur le continent n'est pas aussi dure que les prévisions les plus pessimistes ne l'annonçaient.

Dans le cas des pays à faible revenu, nous nous félicitons de l'engagement de la Banque à consacrer au moins 75 p. 100 du revenu net, après affectation à la réserve, à des initiatives de développement, y compris des transferts substantiels du revenu net au Fonds africain de développement. Nous appuyons l'engagement de la Banque à continuer de veiller à ce que plus de 50 p. 100 des activités du secteur privé profitent aux pays FAD.

La majorité des États fragiles du monde se trouvent en Afrique. Ils ont besoin de l'appui de tous les partenaires pour renouer avec la paix et la prospérité. La Facilité des États fragiles constitue un instrument clé de la Banque pour répondre aux besoins de ces pays. Nous appuyons la poursuite de son financement dans la douzième reconstitution du Fonds africain de développement. Les États fragiles et touchés par les conflits ont particulièrement besoin d'une présence forte de la Banque sur le terrain et nous devrions profiter des prochaines étapes de la décentralisation pour répondre à ce besoin crucial.

Je suis certain que nous conviendrons tous que nous ne pouvons ni ne devons oublier ces pays. Il faudra faire preuve de vision et d'innovation pour faire en sorte que les pays membres du Fonds parviennent à une croissance durable et à un développement équitable. La reconstitution du Fonds n'apporte qu'une réponse partielle aux problèmes. Nous devons également poursuivre notre dialogue afin de trouver d'autres solutions.

Développement du secteur privé

Par ailleurs, nous sommes heureux de voir que la Banque renforce ses activités auprès du secteur privé. La Banque a un rôle clé à jouer pour assister les pays membres afin de favoriser un climat d'affaires propice et d'accroître l'impact des activités du secteur privé sur le développement.

Fort de son caractère régional, la Banque peut jouer un rôle important pour aider les pays membres régionaux à créer un climat propice à une croissance économique durable dont le secteur privé sera le moteur, mais elle doit à cet égard travailler en étroite collaboration avec les nombreux autres acteurs concernés.

Nous nous réjouissons du rôle grandissant des activités du secteur privé dans le guichet BAD. Nous étions d'accord avec une augmentation sensible du capital de risque dans la sixième augmentation générale du capital, justement afin de soutenir davantage ces activités, en particulier dans les pays membres FAD. Notre appui suppose que le Groupe de la Banque définisse une stratégie globale de développement du secteur privé.

Canada et Afrique

Monsieur le Président, le Canada est un ami de l'Afrique et il voit dans la Banque un partenaire de confiance. L'an dernier, le Canada a recommandé à la Banque d'inclure une option de capital exigible temporaire parmi les solutions intérimaires pour soutenir la capacité d'emprunt de la Banque afin de financer sa réponse vigoureuse à la crise mondiale. Afin de mettre en œuvre cette recommandation, le Canada s'est engagé à fournir 2,6 milliards de dollars américains en capital exigible temporaire, et nous sommes heureux que la République de Corée ait pris le même type d'initiative en appui à la Banque. C'est avec confiance qu'à présent, nous approuvons un triplement du capital de base de la Banque, en reconnaissance des besoins de la région et des progrès notables enregistrés dans les réformes institutionnelles. Cette décision correspond aussi à l'engagement du G20 de faire en sorte que les banques régionales de développement, comme la Banque africaine de développement, disposent de ressources suffisantes pour s'acquitter de leur mandat. Nous apportons également 36 millions de dollars canadiens en appui à l'Initiative pour l'eau et l'assainissement en milieu rural (WSSI) et nous consacrerons 15 millions de dollars canadiens aux activités de la Banque pour renforcer le commerce afin de créer emplois et prospérité dans la région.

Dans son allocution d'ouverture à Dakar, l'an dernier, le président Kaberuka a souligné deux choses : un message d'urgence teinté d'optimisme et le fait que l'Afrique cherche

à devenir un partenaire, dans la réponse internationale aux défis que doit relever actuellement notre monde.

Nous sommes d'accord avec le sentiment d'urgence du président. Il ne reste que cinq ans pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour progresser, il faut un leadership solide et des partenaires. Nous avons un leadership solide à la Banque. Nous nous félicitons de la réélection du président Kaberuka. Avec son équipe, il dirige bien l'institution et représente l'Afrique de façon efficace sur la scène internationale. Nous les félicitons de leur engagement dans la mise en œuvre complète de la feuille de route sur les réformes institutionnelles stratégiques qui permettront de renforcer la contribution harmonisée « d'une seule Banque » à la croissance et à la prospérité en Afrique. Nous souhaitons travailler de concert avec la Banque pour améliorer le climat des affaires et la transparence sur tout le continent.

Le Canada sera là en tant que partenaire pour l'Afrique et les Africains tout au long du chemin. Les entreprises canadiennes sont présentes en Afrique, y compris par des contrats obtenus auprès de la Banque dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de l'éducation et des transports. De plus, nous nous apprêtons à accueillir le Sommet du G20 à Toronto, le mois prochain, sur le thème « Reprise et renaissance ». À Toronto, le G20 devra rencontrer ses engagements précédents afin d'assurer la reprise de l'économie mondiale. Il devra également contribuer à l'instauration d'une nouvelle

ère de coopération économique qui apportera une croissance mondiale plus vigoureuse, équilibrée et durable. Pour ce faire, il faudra réformer les institutions financières internationales afin de renforcer leur légitimité, leur crédibilité et leur efficacité et également s'assurer que ces institutions ont les ressources et les outils dont elles ont besoin.

Nous travaillerons avec nos partenaires du G20 au cours des semaines à venir afin de garantir le succès des sommets en 2010 ainsi que du G20 en tant que tribune. Le Canada croit qu'il est important de prendre en considération les perspectives des pays non membres G20 dans le cadre du sommet de Toronto. À cet égard, nous participons activement, par l'intermédiaire de notre sherpa, à un programme substantiel d'activités de sensibilisation.

Le G20 se penchera sur la création d'un Fonds africain de développement ambitieux et sur la 16^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-16), deux initiatives ayant une importance particulière pour l'Afrique.

En conclusion, pour l'Afrique et les Africains, le Groupe de la Banque doit être « une seule banque » qui unisse les pays BAD et les pays FAD afin de soutenir le développement économique et l'intégration régionale. Le continent a besoin d'une action collective pour aider les États fragiles et touchés par des conflits ainsi que tous les pays à faible revenu. Et après l'augmentation générale du capital, la Banque a

besoin d'une douzième reconstitution ambitieuse du Fonds africain de développement.

Le Canada est un ami de l'Afrique dans les périodes de prospérité comme dans les temps de crise – dans le passé, le présent et l'avenir.

Le Canada voit dans l'Afrique un partenaire sérieux et crédible et dans la Banque africaine de développement, un excellent instrument pour soutenir ce partenaire.

Je vous remercie.